

AFFAIRES KHALIFA ET AUTOROUTE EST-OUEST

La corruption profite-t-elle aux islamistes ?

*Le grand déballage à l'occasion du procès de l'auto-
route Est-Ouest aura dévoilé un pan de ce que sont les
malversations sans lever le voile sur l'ensemble des pra-
tiques douteuses. Des ministres d'obédience islamiste et
des cadres de parti de la même mouvance sont pointés
du doigt laissant planer le doute sur des jonctions entre
argent sale et financement occulte des partis politiques.*

Nawal Imés - Alger (Le Soir) -
Sans être à la barre, les noms de
Amar Ghoul, Soltani ont été à plu-
sieurs reprises cités lors du procès
de l'autoroute Est-Ouest.

L'actuel ministre des Transports
est directement mis en cause par
un nombre important d'accusés au
même titre que le fils de Boudjerra
Soltani. Ils ont tous deux été
ministres et appartiennent tous
deux à la mouvance islamiste.

Les audiences n'ont pas permis
de mettre la lumière sur les jon-
ctions entre les financements
occultes des partis islamistes. La
question mérite cependant d'être
posée : dans quelle mesure le
parti, dont sont issus les deux ex-
ministres, a pu profiter des pots-de-
vin versés tout au long du proces-
sus de réalisation de l'autoroute
Est-Ouest. Et pour cause : le
ministre des Travaux publics de
l'époque, issu de Hamas, est cité à
plusieurs reprises. La quasi-totalité
des accusés déclarent ouverte-
ment qu'il a reçu des pots-de-vin.

C'est le cas de l'ancien directeur
des nouveaux projets, Mohamed
Khelladi, qui affirmait lors de son
audition que le ministre avait bel et
bien reçu des commissions.

Des accusations, évidemment
balayées du revers de la main par
Ghoul qui avait répondu aux accu-
sations via un écrit dans lequel il
affirme que les accusations ne sont
que «mensonges et médisance».

Il dit n'avoir jamais connu Pierre
Falcone et Sacha, et nie avoir pris
part à un Conseil ministériel res-
treint consacré au projet de l'auto-
route, comme révélé par Khelladi.

Une stratégie de défense qui ne
lave cependant pas le ministre de
tout soupçon tant les ramifications
de cette affaire impliquent des per-
sonnes proches de la mouvance
islamiste.

Des militants, des cadres et des
sympathisants du MSP qui se ren-
contrent lors des fêtes, parlent
affaires, tissent un réseau de
connaissances et finissent par être
mêlés à des affaires de malversa-



Photo : Samir Sid

Autoroute Est-Ouest, un projet lancé il y a 8 ans.

tion. Avant que n'éclate l'affaire de
l'autoroute Est-Ouest, le nom de
l'ancien ministre de la Pêche avait
été cité dans une affaire de malver-
sations liées à un contrat avec des
Turcs. Point commun avec Amar
Ghoul : ils appartiennent tous deux
au MSP. Avant eux, Boudjerra
Soltani avait été cité dans l'affaire
Khalifa. Il avait été soupçonné
d'avoir signé un procès-verbal ava-
lisant le transfert de l'argent des
caisses de Sécurité sociale à
Khalifa Bank sans que la réunion

objet dudit procès ne se soit jamais
tenue. Là aussi, Soltani avait nié
en bloc, affirmant n'être ni de près
ni de loin responsable. Il était
entendu en qualité de témoin
comme devait d'ailleurs l'être son
fils dans le cadre du procès de
l'autoroute Est-Ouest.

Le parti de feu Nahnah a-t-il d'une
manière ou d'une autre profité des
sommes récoltées par ses cadres,
placés à des postes de responsabi-
lité ? Si oui, à quelle hauteur ? Des
questions auxquelles il est certes dif-

ficile de répondre, mais les soupçons
de rétrocession au profit du parti pla-
nent. Ne seraient-ils pas à l'origine
de l'éclatement du parti ?

Le parti de feu Nahnah est en
effet passé par une grande zone
de turbulences qui a fini par avoir
raison de la cohésion du parti. Des
cadres du parti ont claqué la porte
à l'image de Ahmed Dane,
Menasra et Ghoul qui ont chacun
créé un parti politique signant ainsi
l'implosion du parti.

N. I.

LES AVOCATS DE LA LADDH TIRENT
LA SONNETTE D'ALARME :

«Les droits de l'Homme
sont en régression»

*En dépit des différentes lois votées, le discours idyl-
lique du pouvoir et la levée d'une manière officielle de
l'état d'urgence, les atteintes aux libertés individuelles se
multiplient et la situation des droits de l'Homme est loin
d'être reluisante.*

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - C'est le constat dressé par les dif-
férents intervenants de la rencontre organisée, hier, par la Ligue algérienne
de défense des droits de l'Homme LADDH, à l'occasion de la Journée mon-
diale de la liberté de la presse.

Le président de la LADDH, M^e Noureddine Benissad, a déploré la régres-
sion que connaît le pays concernant les libertés collectives, notamment
celles de s'associer, de manifester, de se rassembler, de se réunir et de
s'exprimer, alors que l'Algérie a ratifié plusieurs conventions internationales
relatives aux droits de l'Homme. «Après l'abrogation de l'état d'urgence en
février 2011 et l'annonce de réformes politiques par le président Bouteflika
suite à des mouvements sociaux, la nature du pouvoir a fini par annihiler tout
espoir de changement, puisque sur le terrain, il y a eu une régression
concernant les libertés collectives, notamment celles de s'associer, de mani-
fester, de se rassembler, de se réunir et de s'exprimer», a déclaré d'emblée
l'avocat Benissad.

Et d'ajouter qu'il existe bel et bien «des prisonniers d'opinion dans l'Algérie
de 2015 !» Membre de la ligue LADDH, M^e Aïssa Rahmoune s'est interrogé
sur le «timing» choisi par le Parlement européen dans l'élaboration d'un rap-
port accablant sur la situation des droits de l'Homme dans le sud du pays. Une
région, selon les militants des droits de l'Homme, qui intéresse beaucoup plus
les Européens, compte tenu des différents enjeux économiques.

«Depuis les événements de Kabylie, l'Union européenne et le Parlement
européen n'ont pas fait de résolution sur les droits de l'Homme en Algérie.
Pourquoi cette résolution arrive-t-elle en 2015 ? Est-ce que cela signifie la
fin d'une époque ?», selon cet avocat. «On dit merci à l'Union européenne
mais aussi on a bien compris», a-t-il ajouté plus loin.

Même avis chez M^{me} Oussedik, sociologue et membre du réseau
Wassila, qui évoque plutôt une période «de post-colonialisme». Toutefois,
Me Benissad minimise l'ampleur de ladite résolution, d'autant que les pays
européens, explique-t-il, privilégient, à titre individuel, leurs intérêts. «Les
pays européens s'intéressent plutôt à leurs intérêts (pétrole, gaz...) et la
situation des droits de l'Homme ne les intéresse pas», a-t-il souligné.

Belkacem Mestfaoui, professeur à l'Ecole nationale supérieure du journa-
lisme, s'est plutôt interrogé sur le sens qu'on pourrait donner à l'Autorité de
régulation de l'audiovisuel en l'absence d'installation de ses différents
membres. «Comment se fait-il que le président de cette instance, désigné par
le président Bouteflika et qui est un cadre du RND, agit et parle au nom de
l'autorité alors qu'aucun membre n'est installé depuis septembre dernier ?»

S. B.

PROCÈS DE L'AFFAIRE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

Verdict aujourd'hui

*Le verdict du procès de l'affaire de l'autoroute Est-
Ouest, qui se tient depuis une semaine au niveau de la
cour d'Alger, sera connu au plus tard aujourd'hui en
début de matinée. Hier, les plaidoiries de la défense se
sont poursuivies tard dans la soirée. Les interventions
des avocats des principaux mis en cause, en l'occur-
rence Chani Medjdoub et Mohamed Khelladi étaient les
plus remarquées.*

**Abder Bettache - Alger (Le
Soir) -** Il est 16 h 16 mn, lorsque
le collectif assurant la défense de
Chani Medjdoub a pris la parole.
Au nombre de cinq au départ, les
avocats du principal mis en cause
dans cette affaire se sont retrou-
vés à trois, après le retrait des
deux avocats français.

D'ailleurs, la problématique de
la présence des deux juristes
étrangers a été longuement évo-
quée par M^e Belarif. Ce dernier a
exprimé sa déception de «voir
des collègues exerçant le même
métier que moi se comporter
d'une manière qui n'honore guère
notre profession».

Le premier avocat de Chani à
intervenir est M^e Aït Aneur Zahia
qui, d'emblée, s'est attaquée au
juge instructeur qui «n'a pas res-
pecté, selon elle, «le point fonda-
mental d'une instruction à savoir
l'article 212 du code de procédure
pénal». L'article en question stipu-
le que «tout jugement ou considé-
ration basée sur du faux est auto-
matiquement faux».

L'intervention de l'avocat n'a
duré qu'une quinzaine de minutes
pour transmettre le témoin à son
aîné M^e Belarif. Ce dernier, faut-il
le rappeler, a entamé sa plaidoirie
en portant des mises au point
notamment sur la question de la
«constitution d'avocats étran-

gers», ou encore «les accusa-
tions colportées ici et là sur ma
personnalité». «On nous a accu-
sés d'avoir porté atteinte à des
personnes et à des institutions de
la République. Jamais je ne per-
mettrais à quiconque de porter un
jugement de valeur sur ma per-
sonne ou de porter préjudice à ma
personnalité. Lorsque j'ai prêté
serment pour exercer ce métier,
c'était pour défendre la loi et les
lois de la République algérienne»,
a-t-il précisé.

Il n'en demeure que la plaidoi-
rie des avocats de Chani
Medjdoub qui a été très suivie
prendra fin par l'intervention de
l'autre avocat en l'occurrence M^e
Amine Sidhoum. La défense qui a
entamé sa plaidoirie ce vendredi
en début d'après-midi a qualifié le
réquisitoire prononcé par le pa-
quet et les demandes formulées
contre les accusés «d'infondé»
estimant que le dossier de l'affaire
comportait des «vides juridiques».
C'est le cas de M^e Nacheff Farid,
avocat de l'accusé Ouazan
Mohamed, surnommé colonel
Khaled, (fonctionnaire au ministè-
re de la Justice), qui a estimé que
la peine de 3 ans d'emprisonne-
ment assortie d'une amende d'un
million de dinars, requise par le
parquet contre son client en l'ab-
sence d'une «preuve tangible»,

alors que M^e Benarbia Chouki,
avocat des frères Bouzenacha,
deux commerçants poursuivis
pour «violation à la législation et
aux lois relatives au change et au
mouvement des capitaux de et
vers l'étranger», a estimé que
«les réquisitions du parquet por-
tant sur un an d'emprisonnement
contre les deux accusés étaient
«infondées» du fait que les procé-
dures prises à leur encontre
étaient «illégales».

M^e Toukal Mohamed qui repré-
sente le groupe COBA (Portugal),
qui a inauguré la séance des pla-
doiries a indiqué que les contrats
conclus par son mandant étaient
légaux et que la société «n'a
jamais versé» de pots-de-vin ni
de commissions.

Pour sa part, l'avocat du grou-
pe canadien S. MInc, M^e Daliou
Salim a rappelé dans sa plaidoirie
que cette «entité était présente en
Algérie depuis 2005 et qu'elle
avait réalisé plusieurs grands pro-
jets au profit de l'Etat algérien».

De son côté, M^e Kamel
Maâchou (pour Isolux Corsan) a
estimé que l'affaire concernait des
fautes commises par des individus
et non des entreprises, mettant en
garde contre des «atteintes de
l'étranger» visant l'Algérie.

Poussant plus loin son argu-
mentaire, l'avocat a réfuté toute
implication de son mandant (grou-
pe espagnol) dans la corruption
ou l'abus de pouvoir. Il conclut
son intervention en indiquant que
l'accusation est basée sur les pro-
pos de l'accusé Addou Sid-
Ahmed devant les services de
sécurité sur lesquels il est revenu
durant l'enquête.

A. B.